

CONVENTION DE COORDINATION **DE LA POLICE MUNICIPALE DE CHILLY-MAZARIN** **ET DES FORCES DE SECURITE DE L'ETAT**

Entre Monsieur Éric JALON Préfet de l'Essonne, Rafika REZGUI, Maire de Chilly-Mazarin, et après avis de Madame Caroline NISAND, Procureure de la République près le Tribunal Judiciaire d'Évry, il est convenu ce qui suit :

La Police Municipale et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune de Chilly-Mazarin.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale des missions de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L.512-4 du code de la sécurité intérieure, précise les missions prioritaires confiées aux agents de Police Municipale sur le territoire de leur commune. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la Police et de la Gendarmerie Nationales.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'Etat sont la Police Nationale, la commune de Chilly-Mazarin étant placée sous le régime de la Police d'État. Le responsable des forces de sécurité de l'État est le chef de la circonscription de sécurité publique de Longjumeau.

Article 1^{er}

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité, réalisé dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), et de la nouvelle Stratégie Territoriale 2020/2024 fait apparaître les besoins suivants définis également dans 3 axes prioritaires et 22 fiches dans le cadre d'un programme d'actions sur 5 ans :

- Lutte contre les cambriolages et les atteintes aux véhicules,
- Protection des centres commerciaux,
- Lutte contre les pollutions et nuisances,
- Lutte contre les installations illicites,
- Prévention des violences scolaires,
- Prévention contre les violences conjugales et intrafamiliales,
- Prévention de la violence dans les transports,
- Lutte contre la toxicomanie.

Axe n° 1 – Consolider la tranquillité publique, lutter contre toutes les formes d'incivilités et prévenir la récidive

1. Ouvrir une Maison de la Tranquillité Publique (nuisances, voisinage, incivilités, accès au droit, réglementation),
2. Soutenir la participation des habitants (« voisins solidaires et vigilants », « participation citoyenne »),

3. Développer les « diagnostics en marchant » en renfort de la prévention situationnelle,
4. Animer un groupe de travail avec les commerçants sur la veille du territoire,
5. Organiser le processus de remontées d'information par une application mobile de veille technique et sociale,
6. Renforcer les actions de prévention routière sur le territoire,
7. Mise en place d'un protocole opérationnel pour détecter, prévenir, suivre et agir sur les rodéos urbains,
8. Soutenir la mise en œuvre des travaux d'intérêt général (TIG) et les mesures de réparation,
9. Déployer une stratégie locale de prévention des rixes, en soutien du plan départemental,
10. Renforcer le dispositif de vidéoprotection, en particulier sur les lieux d'atteintes aux biens et aux personnes.

Axe n° 2 – Associer étroitement jeunesse et prévention sociale et soutenir la parentalité

11. Animer une Cellule Locale de Suivi Individualisé (CLSI) pour suivre les situations de rupture des jeunes les plus vulnérables,
12. Mettre en œuvre et développer le rappel à l'ordre solennel,
13. Prise en charge des élèves exclus temporairement et mesures de responsabilisation,
14. Soutenir la parentalité (café des parents, conférences, coaching parental).

Axe n° 3 – Renforcer l'accès au droit, la cohésion sociale et la prévention des violences faites aux femmes et intrafamiliales

15. Organiser systématiquement une visite de la ville pour les nouveaux acteurs du territoire,
16. Accompagner et soutenir les dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes et intrafamiliales,
17. Prévenir le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement,
18. Conduire un projet commun de médiation par les pairs au sein des établissements scolaires et accueils de loisirs,
19. Favoriser l'éducation à la citoyenneté et à la justice (Semaine de l'accès au droit, animations citoyennes, Festival Républicain),
20. Développer des actions de sensibilisation sur les conduites à risques (réseaux sociaux et toutes les formes d'addiction),
21. Participer au programme « On décode la ville », porté par la RATP,
22. Promouvoir les actions en matière de promotion de la laïcité et des valeurs de la République.

TITRE Ier

COORDINATION DES SERVICES

Chapitre Ier

Nature et lieux des interventions

ARTICLE 2

La Police Municipale assure la surveillance générale, la tranquillité publique, les protections, surveillance et garde statique des bâtiments communaux ainsi que les interventions sur l'ensemble du territoire communal dans le respect de ses prérogatives.

La police Municipale de Chilly-Mazarin est une police de proximité et de médiation ; elle veille à la tranquillité de l'espace public durant les périodes de fréquentation de cet espace. Elle concourt dans la limite du nombre et de la disponibilité de ses agents, sous forme d'îlotages réguliers, à la surveillance des bâtiments communaux, des gares routière et SNCF ainsi que des espaces commerciaux de proximité.

ARTICLE 3

La Police Municipale assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires suivants :

- Groupe scolaire La Fontaine (écoles : élémentaire La Fontaine, maternelle les Saules, maternelle les Roseaux).
- Groupe scolaire Pasteur (écoles : élémentaire Pasteur, maternelle Pasteur et maternelle du Centre).
- Groupe scolaire Château (écoles : élémentaire Château, maternelle Château).
- Groupe scolaire La Montagne (écoles : élémentaire Pierre et Marie Curie, maternelle Pauline Kergomard).
- Collège les Dînes Chiens.

Cette surveillance non permanente s'exerce de manière aléatoire lors des entrées et sorties des élèves. Des vacataires et/ou agents de surveillance de la voie publique sont présents aux abords de certaines écoles maternelles ou élémentaires pour faciliter la traversée des enfants et parents, au droit des passages protégés, pendant les entrées et sorties des écoles.

Les vacataires sont rattachés au service des affaires scolaires.

La Police Municipale assure également, à titre principal, la surveillance des points de ramassage scolaire qui se trouvent à proximité des écoles mentionnées au présent article 3.

ARTICLE 4

La Police Municipale assure à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier :

- Le marché : les jeudis et dimanches matin de 8h00 à 14h00

Ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune, notamment :

- Les festivités du 14 juillet,
- La fête foraine,
- Le défilé du Carnaval,
- La brocante de Chilly-Mazarin,
- La fête de la musique,
- Les cérémonies commémoratives,
- Les manifestations sportives,
- Le marché de Noël,
- Les vœux de la Maire,
- Les manifestations festives (fête des enfants, Festival Républicain...)

Le concours des forces de sécurité de l'État est apporté lors des cérémonies nationales.

La Maire, ou son représentant, peut solliciter le concours des forces de sécurité de l'État pour les manifestations d'importance et protocolaires ou présentant des risques particuliers prévisibles en matière de sécurité publique.

ARTICLE 5

La surveillance des autres manifestations, telles que sportives récréatives ou culturelles nécessitant ou non la mise en place d'un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des forces de sécurité de l'État et celui de la Police Municipale, soit par la Police Municipale soit par les forces de la sécurité de l'État, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

ARTICLE 6

La Police Municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application l'article L.325-2 du code de la route, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de Police Judiciaire Adjoint, chef de la Police Municipale.

S'agissant des demandes d'enlèvement sur le domaine privé :

- La Police Municipale assure, conjointement avec les forces de sécurité de l'Etat, dans leurs zones de compétences territoriales respectives, les opérations d'enlèvement des épaves sur le domaine privé, conformément aux articles R635-8 du Code Pénal et L 541-1 à 3 du Code de l'environnement.
- Concernant les véhicules laissés sans droit dans les lieux non ouverts à la circulation publique (article R325-47 et suivants du Code de la Route), les procédures sont mises en œuvre exclusivement par les forces de sécurité de l'État et restent à la charge des bailleurs.

Dans ces derniers cas, les fourrières mises en œuvre par la Police ou Gendarmerie Nationales restent à la charge des requérants privés.

ARTICLE 7

La Police Municipale informe au préalable les forces de sécurité de l'État des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

ARTICLE 8

Sans exclusivité, les agents de la Police Municipale assurent les missions de surveillance qui leur sont confiées par Madame la Maire de Chilly-Mazarin, dans le cadre de ses pouvoirs de police (salubrité, sécurité, tranquillité publique...), conformément aux dispositions prévues par les textes législatifs et réglementaires :

- L'exécution des arrêtés de police du maire et la verbalisation des contraventions auxdits arrêtés,
- La verbalisation des contraventions pour lesquelles un texte réglementaire prévoit la compétence des agents de la Police Municipale,
- La constatation et, si possible, l'interpellation des auteurs de crimes ou délits flagrants,
- Les enquêtes administratives ou notifications par voie administrative,
- La surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public, des lieux ouverts au public et des lieux ou voies privés dès lors qu'ils sont dûment requis,
- L'aide et l'assistance aux personnes.

Ces missions sont assurées sur l'ensemble du territoire communal (hors autoroute) par les brigades et aux créneaux horaires ci-dessous :

- Brigade de roulement de jour de 8h00 à 20h00 du lundi au samedi,
- Brigade de roulement de jour de 8h00 à 18h00 le dimanche,
- Brigade de nuit de 13h00, jusqu'à 01h00 le lendemain, en roulement de 3 vacations par semaine.

La Police Municipale est fermée les jours fériés.

La Police Municipale informe le commissariat territorialement compétent de tout changement nécessaire de ses horaires habituels pour des nécessités de service ou d'activités de la commune, notamment pour la surveillance de manifestations sportives, récréatives ou culturelles.

ARTICLE 9

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le Préfet de l'Essonne, la Procureure de la République près du tribunal judiciaire de l'Essonne et Madame la Maire de Chilly-Mazarin dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des services.

Modalités de la coordination

ARTICLE 10

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes les informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé à Madame la Procureure de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Ces réunions sont organisées selon les modalités suivantes :

- Deux fois par mois au commissariat de Longjumeau en présence des partenaires sociaux, des représentants de la collectivité, du Chef de Secteur du commissariat et du Chef de Service de la Police Municipale.
- Par des cellules de veille organisées par la coordinatrice du CLSPD de la ville.

La Direction Départementale de Sécurité Publique de l'Essonne communique tous les trois mois à la Maire et / ou à la Maire Adjointe déléguée à la sécurité, un état mensuel de la délinquance et de tout fait marquant sur le territoire de la commune, portant notamment sur les cambriolages, les vols de véhicules, les violences et autres infractions de voie publique, assorti le cas échéant d'un bref commentaire sur l'évolution des chiffres.

La Maire ou l'Adjointe à la Maire de permanence est systématiquement avisée dans les meilleurs délais, par le chef de la circonscription de police ou son représentant, de tout évènement grave susceptible d'affecter la Commune de Chilly-Mazarin, notamment de tout accident, incendie ou incident de nature à troubler l'ordre ou la tranquillité publique sur le territoire communal.

A ce titre, le tableau d'astreinte de la Commune de Chilly-Mazarin est transmis chaque semaine au commissariat de Police Nationale de Longjumeau.

ARTICLE 11

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par leurs agents respectifs, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Pour l'accomplissement de leurs missions, les policiers municipaux, agents de Police Judiciaire Adjoints, sont dotés d'un équipement dont l'identification d'appartenance à la Police Municipale est indispensable (protection individuelle, véhicules, équipement radio) et individuellement autorisés par arrêté préfectoral à porter des armes de catégorie B, C et D.

La Maire de la commune de Chilly-Mazarin peut être autorisée par arrêté préfectoral à utiliser des caméras individuelles afin de procéder à l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de Police Municipale de la commune dans les conditions prévues à l'article L.241-2 du code de la sécurité intérieure. Les policiers municipaux peuvent à ce titre être équipés de caméras individuelles.

Le responsable de la Police Municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'Etat du nombre d'agents affectés aux missions de la Police Municipale, du nombre d'agents armés et du type d'armes portées.

La Police Municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'Etat sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions sur le terrain ou par le biais de la vidéoprotection.

Le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la Police Municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant. La Maire en est systématiquement informée.

Ces missions peuvent notamment être (liste non exhaustive) :

- Les opérations tranquillité absence,
- Les contrôles routiers,
- Les contrôles de débits de boissons,
- Les services légers d'intervention et de contrôle,
- Les services d'ordre nécessitant des missions conjointes de régulation de la circulation,
- Les contrôles de nuisances sonores des deux-roues motorisés,
- Les actions de prévention dans le domaine de la sécurité routière,

ARTICLE 12

Dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD), les forces de sécurité de l'Etat et la Police Municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la Police Municipale en informe immédiatement les forces de sécurité de l'Etat.

Les agents du service de police municipale ont accès, par l'intermédiaire de la police nationale, pour les besoins de leurs missions et dans les limites prévues, aux informations contenues dans les fichiers et registres que les textes législatifs et réglementaires leur autorisent.

ARTICLE 13

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L. 221-2, L.223-5, L.224-16, L.224-17, L.224-18, L.231-2, L.233-1, L.233-2, L.234-1, L.234-9 et L.235-2 du code de la route, les agents de la Police Municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la Police Municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pourvoir communiquer entre eux en toutes circonstances. Ces moyens sont précisés à l'article suivant.

ARTICLE 14

Les communications entre la Police Municipale et les force de sécurité de l'Etat pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou

ponctuellement par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

Les agents de la Police Municipale de Chilly-Mazarin contactent le service du Quart de jour, de 6h00 à 19h00, et du Quart de nuit (avec informations au chef de poste de Longjumeau qui avisera le CIC91) de 19h00 à 6h00, pour tout avis nécessitant un Officier de Police Judiciaire.

TITRE II

COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

ARTICLE 15

Le Préfet de l'Essonne, la Procureure de la République et la Maire de Chilly-Mazarin conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la Police Municipale de Chilly-Mazarin et les forces de sécurité de l'État, pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de Police Municipale et de leurs équipements.

ARTICLE 16

En conséquence, les forces de sécurité de l'État et la Police Municipale amplifient leur coopération dans les domaines suivants :

1. Du partage d'information sur les moyens en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition : par téléphone ou messagerie électronique, lorsque les événements l'exigent,
2. De l'information quotidienne et réciproque par les moyens suivants : par messagerie internet ou par moyen téléphonique.

Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données.

Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment dans les domaines de l'ordre public ou de la tranquillité publique

3. La communication opérationnelle : par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la Police Municipale sur les réseaux « Rubis » ou « Acropol » afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'État), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet...).

Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la Police Municipale dépassant ses prérogatives.

De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le Préfet.

Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation.

4. De la vidéoprotection (42 caméras au 9 mai 2022) : par la rédaction des modalités d'interventions consécutives à la saisine des forces de sécurité intérieure par un centre de supervision urbaine et d'accès aux images, dans un document annexé à la présente convention. NB : un renvoi des images au commissariat a fait l'objet d'une convention signée par Madame la Maire et Monsieur le Préfet de l'Essonne (juillet 2021).

5. Des missions prioritaires, notamment judiciaires, peuvent être confiées aux agents de police municipale (excepté les actes d'enquête ou les contraventions réprimant des atteintes à l'intégrité des personnes).

D'autres missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant, mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions : SLIC, contrôles d'alcoolémie, contrôles routiers.

6. Des opérations ponctuelles dans certains quartiers de la ville, désignés lors des réunions de coopération et par des contrôles routiers en commun.

7. De la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise.

8. De la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle s'inscrivant dans le respect des instructions du Préfet et du Procureur de la République, ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile.

9. Les réponses apportées feront l'objet d'une concertation lors de réunions et des échanges entre responsables de service.

10. De la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs présents sur la commune.

11. Par des réunions avec les partenaires sociaux et la mise en place d'opération conjointe entre les forces étatiques et de la collectivité.

12. De l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre ;

13. De la liste établie dans l'article 4.

Article 17

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'État de la Police Municipale, la Maire de Chilly-Mazarin affirme qu'elle souhaite renforcer l'action de la Police Municipale par l'extension de la vidéo protection.

Article 18

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation de formations *continues* au profit de la police municipale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de L'État qui en résulte,

s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'intérieur et le président du centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) en date du 17 février 2011.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le Préfet de l'Essonne, la Procureure de la République près le Tribunal Judiciaire d'Evry et la Maire sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au préfet, à la Procureure de la République et à la Maire.

Article 20

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ou d'une cellule de veille de tranquillité publique dans le cadre du CLSPD. La procureure de la République est informée de cette réunion et y participe si elle le juge nécessaire.

Article 21

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 22

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le Préfet de l'Essonne, la Procureure de la République près le Tribunal Judiciaire d'Evry et la Maire de Chilly-Mazarin conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Fait à Chilly-Mazarin, le 04/07/2022

La Maire de Chilly-Mazarin

Rafika REZGUI



La Procureure de la République

Le Préfet de l'Essonne